



**COMITÉ TECHNIQUE SPÉCIALISÉ SUR LES
AFFAIRES MONÉTAIRES, LA PLANIFICATION
ÉCONOMIQUE ET L'INTÉGRATION**
9-14 mars 2020
Accra (Ghana)

Eco/STC/2020/01

NOTE CONCEPTUELLE

*Thème: “Tirer profit de la quatrième révolution industrielle
pour s’attaquer au chômage des jeunes en Afrique”*

I. Introduction

Depuis 2000, l'Afrique a connu une croissance soutenue. D'après le Rapport des Dynamiques du Développement de l'Afrique (AUC/OECD, 2019), entre 2000 et 2018, l'Afrique a réalisé un taux de croissance de 4,6%, mieux que l'Amérique latine et les Caraïbes (2.6%), mais inférieure à la moyenne des pays asiatiques en développement (7.4%). Cette tendance demeure insuffisante pour atteindre le taux de croissance annuelle attendue de 7% pour parvenir aux objectifs fixés par l'Agenda 2063, le plan directeur de l'Afrique pour la transformation socioéconomique au cours des cinq prochaines décennies. Fait marquant, malgré la récente performance remarquable de l'Afrique, un certain nombre de défis persistent, en particulier dans les domaines de la création d'emplois et de la prestation de services sociaux. En conséquence, la croissance n'a pas généré suffisamment d'opportunités d'emplois pour la jeunesse africaine et une population en pleine croissance rapide, car elle continue d'être impulsée par les exportations des produits de base qui sont produits dans des enclaves économiques assorties de l'ajout de la valeur ou des liaisons au reste de l'économie. Qui plus est, le continent n'a pas été en mesure de tirer profit des opportunités des trois dernières révolutions industrielles antérieures pour réaliser la croissance économique et le développement global.

Aujourd'hui, la quatrième révolution industrielle apporte l'espoir d'une nouvelle ère pour la transformation et la prospérité de l'Afrique, car elle change notre façon de vivre, de penser et de travailler, grâce aux progrès rapides de la technologie numérique, aux nouveaux matériaux, surtout en ce qui concerne la robotique avancée, l'intelligence artificielle et l'apprentissage machine. Il se concentre sur la transition vers de nouveaux systèmes, construits sur l'infrastructure de l'évolution numérique et a le potentiel d'accélérer l'intégration du continent dans la chaîne de valeur mondiale, grâce au développement industriel. La quatrième révolution industrielle permettra aux entreprises et aux organisations de bénéficier des gains d'efficacité sur le lieu de travail. On estime que l'adoption plus rapide de la technologie numérique permettra aux entreprises et aux organisations de travailler plus intelligemment et plus rapidement, ce qui se traduira par la création de gains de valeur pour les clients et les utilisateurs.

Cependant, bien que la quatrième révolution industrielle offre d'énormes possibilités aux pouvoirs publics, aux producteurs et aux fabricants, et même aux clients, elle s'accompagne également d'incertitudes et de défis découlant des importantes perturbations potentielles des marchés du travail traditionnels. Cela rend les systèmes éducatifs et les compétences actuels obsolètes, avec des implications importantes pour des millions de travailleurs peu qualifiés à travers le monde. Les risques d'automatisation et de redélocalisation suscitent également de graves préoccupations quant à la possibilité pour l'Afrique d'attirer des investissements dans le secteur manufacturier à forte intensité d'emplois, une voie traditionnelle qui a alimenté la croissance des pays d'Asie de l'Est à la fin du 20^e siècle (CUA/OCDE, 2018). Par conséquent, il est extrêmement important pour les décideurs et les régulateurs de trouver des solutions aux défis et d'exploiter les opportunités de la quatrième révolution industrielle afin de s'assurer que ces perturbations n'ont pas d'impact délétère sur la jeunesse africaine, qui est l'avenir du continent.

Plus spécifiquement, les décideurs africains doivent s'assurer que la quatrième révolution industrielle, profite des opportunités associées à une population jeune, et du dividende démographique attendu. Par conséquent, relier ces opportunités dans une région qui s'urbanise plus rapidement que toute autre devrait être un impératif stratégique. On estime que d'ici 2050, l'Afrique comptera 830 millions de jeunes. Par conséquent, l'exploitation réussie de leur potentiel permettra de soutenir des innovations à large base, d'accroître la productivité et de conduire à une croissance économique inclusive et durable dans toute la région (Rapport sur la politique de la jeunesse, 2018).

C'est dans ce contexte difficile que le Comité technique spécialisé (CTS) de l'Union africaine 2020 sur les finances, les affaires monétaires, la planification économique et l'intégration se tiendra du 9 au 14 mars 2020 sous le thème " **Tirer parti de la quatrième révolution industrielle pour lutter contre le chômage des jeunes en Afrique** ". Le CTS 2020 vise à explorer l'impact de la quatrième révolution industrielle sur l'Afrique et la participation des jeunes africains à l'avenir du marché du travail, compte tenu de l'évolution de la dynamique. Il examinera comment les dirigeants et les décideurs africains peuvent exploiter l'impact de la quatrième révolution industrielle pour créer une société inclusive tournée vers l'avenir et visant à réduire le chômage des jeunes africains. Il s'agira notamment d'évaluer l'état de préparation du continent à absorber les chocs de la " 4e vague ", afin de tirer parti des opportunités de l'ère numérique. Il s'agira également d'identifier les moteurs du changement et leurs conséquences probables au cours du prochain demi-siècle, et de proposer des choix politiques qui permettront à l'Afrique de réaliser son potentiel dans les années à venir. Le CTS contribuera également à la base de connaissances limitée sur ce sujet pour l'Afrique et reflétera les dernières preuves provenant de rapports de premier plan tels que la Dynamique du développement de l'Afrique, dont l'édition 2020 se concentrera sur la réponse politique nécessaire pour un meilleur " avenir du travail " en Afrique étant donné le processus de changement technologique, de transition démographique, urbaine et verte.

II. Vue d'ensemble de la quatrième révolution industrielle

Au cours des siècles passés, des progrès majeurs ont révolutionné les processus de production industrielle. Au cours des révolutions précédentes, les ressources naturelles ont été le moteur du changement dans le système de production, passant d'une économie agraire et artisanale à une économie industrielle et mécanique. La fin du siècle dernier a commencé avec l'expansion de l'économie de l'information et du savoir, avec l'automatisation de la production, l'électronique, l'informatisation et l'Internet dans le monde entier. La quatrième révolution industrielle devrait amener l'économie de l'information et de la connaissance à un niveau extraordinairement nouveau, avec l'introduction d'avancées technologiques majeures qui présentent d'énormes possibilités pour de nouveaux modèles d'entreprise, de production de valeur, de structure de production intégrée et d'infrastructure informatique.

Aujourd'hui, ces technologies émergentes sont utilisées dans tous les secteurs, y compris l'éducation, la santé, l'agriculture, le commerce et les services financiers, l'urbanisme, la prestation de services gouvernementaux, la connectivité sociale, les vitesses de communication, l'automatisation et le transport, pour n'en mentionner que quelques-uns. Il suffit de dire qu'elles contribuent à transformer tous les aspects de la vie moderne, y compris l'introduction de l'intelligence artificielle, de la robotique avancée, de la chaîne de blocs, des drones, de l'Internet des objets, des technologies portables, des technologies d'informatique en nuage, de l'impression 3D, des Big Data, de l'apprentissage machine et des plates-formes industrielles logicielles.

Compte tenu du fait que l'avenir de la production se situe au cœur de la quatrième révolution industrielle dont le potentiel et la capacité est de conduire aux gains sans précédent de productivité, d'efficacité et des biens et services de haute qualité, les progrès scientifiques ont par exemple, contribué à accroître *la valeur économique*. Par l'entremise d'un large éventail de progrès technologiques et la chaîne d'approvisionnement, les systèmes de production a subi l'impact à mesure que la technologie offre de nouvelles opportunités pour créer de la valeur au sein des sociétés, des entreprises, des industries et de l'économie en général.

En outre, les impacts de l'Internet et du réseautage numérique sur la communication, ont permis aux organisations de se servir du processus de *l'innovation ouverte* au crowdsourcing pour les idées, les conceptions et les solutions, sans tenir compte de leur taille et de leur emplacement géographique. En conséquence, les entreprises peuvent publier leurs besoins et défis dans l'espace virtuel, et faire du crowdsourcing à partir d'un nombre croissant de contributeurs de par le monde.

De plus, la technologie de fabrication de pointe a davantage facilité la *fabrication par la distribution*. La mise au point de ce concept s'est inspirée des technologies avancées de la quatrième révolution industrielle telles que la fabrication additive, l'Internet et l'informatique en nuage. L'idée est de rapprocher davantage la production de l'utilisateur final, d'intégrer le consommateur plus efficacement, de ce fait réduire le temps de fabrication et le coût. Par exemple, dans le souci de réduire le coût et le temps de production, les producteurs et les fabricants se servent d'un réseau décentralisé d'imprimantes en 3D qui sont interconnectées aux systèmes des producteurs à l'aide de l'informatique en nuage. Cette technique leur permet de parvenir à une plus grande qualité de production temporelle et de réduire les coûts de production.

Finalement, la numérisation pousse encore plus loin la réalité de la complexité, car les frontières des entreprises deviennent moins importantes dans leur quête pour améliorer l'efficacité et la résilience des chaînes d'approvisionnement. C'est pourquoi les entreprises sont prêtes à collaborer à la fois verticalement avec leurs fournisseurs et leurs clients, et horizontalement avec d'autres secteurs industriels, afin de saisir davantage d'opportunités.

Cependant, bien que l'ère numérique se développe grâce aux percées technologiques, les nouveaux modèles d'entreprises ont tendance à affecter l'attrait des investissements dans les sites de fabrication. En effet, la nature imprévisible de la fabrication numérique fait qu'il est économiquement peu judicieux d'investir dans de multiples sites, pour ensuite le modifier lorsque de nouvelles tendances et

technologies apparaissent dans un court laps de temps. Il en résulte une forte concentration des activités de fabrication dans un petit nombre d'entreprises et de pays, ce qui leur confère un certain niveau de pouvoir monopolistique.

De la même façon, la quatrième révolution industrielle peut être extrêmement perturbatrice et incertaine, car les secteurs qui seront touchés sont inconnus. C'est pourquoi les industries et les secteurs doivent être constamment en attente, pour répondre à la prochaine grande révolution technologique. Avec ce changement rapide et constant, les industries et les systèmes de production devront prendre des décisions difficiles sur les secteurs et la chaîne de valeur de la production qui seront touchés, en évaluant leur avantage comparatif, l'intérêt national et la stratégie économique.

III. Préparation de l'Afrique à la quatrième révolution industrielle

Le continent africain ne peut tirer parti de tous les avantages de l'ère de la quatrième révolution industrielle que si les paramètres, les instruments et les législations nécessaires sont en place, aux niveaux national, régional et continental. Cela permettra au continent dans son ensemble de:

- i. Exploiter les possibilités offertes par la production future de l'ère numérique;
- ii. Développer les outils pour atténuer les défis prévisibles; et
- iii. Se prémunir rapidement contre les chocs perturbateurs, inattendus et inconnus.

Selon une analyse d'évaluation de l'état de préparation effectuée par le Forum économique mondial, en collaboration avec A.T. Kearney en 2018, les pays qui ont une structure de production importante et plus complexe sont considérés comme étant plus prêts pour l'avenir. Cela est dû au fait qu'ils disposent déjà d'une base de production structurée sur laquelle ils peuvent s'appuyer, notamment Technologie et innovation ; Capital humain ; Commerce et investissement mondiaux ; Cadre institutionnel ; Ressources durables ; et Environnement de la demande. Pour les " six facilitateurs " identifiés, les pays qui obtiennent de bons résultats dans les domaines de production identifiés sont également considérés comme " plus prêts ", en ce sens que la combinaison des facilitateurs permet l'adoption et l'infusion de technologies pour accélérer la transformation des systèmes de production.

Malheureusement, au cours de cette évaluation, les pays africains sont tombés dans la catégorie des pays naissants, ce qui signifie qu'ils n'ont pas la capacité de production, ainsi que les principaux facilitateurs de la composante de production nécessaires pour accroître leur préparation à la quatrième révolution industrielle.

A cet égard, il importe que les responsables africains, les décideurs et les chefs d'entreprises identifient les structures et les indicateurs de production qui font défaut dans leurs pays respectifs. Cela permettra d'identifier les domaines de préoccupation majeure et donner une indication plus claire de leur positionnement en termes de préparation afin de mettre au point des outils d'atténuation stratégique pour y remédier.

IV. Sous-thèmes

La Conférence se penchera plus particulièrement sur les quatre (4) sous-thèmes suivants, à savoir (i) les compétences de l'avenir du travail à l'ère de l'automatisation et discuter de l'importance d'investir dans le développement des compétences ; (ii) les cadres de réglementation et de gouvernance nécessaires pour faciliter l'ère numérique pour une croissance rapide ; (iii) l'avenir de la productivité : Exploiter la quatrième révolution industrielle pour réaliser l'Agenda 2063 ; et (iv) la technologie financière (FinTech) et l'inclusion financière.

IV.1. Conception des compétences professionnelles de l'avenir

L'émergence de la quatrième révolution industrielle ne cesse de changer la façon dont nous vivons notre vie, et plus particulièrement, la façon dont nous apprenons et le type de connaissances que nous acquérons. Les futurs employeurs recherchent maintenant des personnes qui ont des réalisations dans le domaine du lancement de nouvelles entreprises, des projets de codes et des conceptions novatrices.

Suite à l'introduction de la quatrième révolution industrielle, les travailleurs sont de plus en plus préoccupés par leur rôle dans l'ère numérique. Cependant, Rotman (2013) et Manyika et al. (2017) soutiennent que, bien que l'introduction des nouvelles technologies ait entraîné le déplacement à court terme de certains emplois, elle en créera de nouveaux et de nouveaux rôles, compensant ainsi ceux rendus obsolètes. En outre, Kuhn, Milasi et Yoon (2018) ont déclaré que la baisse de la demande d'emplois à temps plein au cours de la dernière décennie va probablement se poursuivre. En conséquence, les gens préféreront partager leur temps entre plusieurs emplois, tant dans le secteur formel que dans celui informel.

Du point de vue africain, parallèlement à la croissance rapide de la population jeune en Afrique, on constate que celle-ci est de mieux en mieux éduquée. On estime que d'ici 2030, le nombre de jeunes âgés de 20 à 24 ans ayant reçu une éducation secondaire atteindra un pic d'environ 59 %, contre 46 % actuellement (Rapport sur la politique de la jeunesse, 2018). En outre, les statistiques indiquent qu'en Afrique, alors que seulement environ 3,1 millions d'emplois sont créés chaque année, 10 à 12 millions de jeunes sont à la recherche d'un emploi, ce qui laisse un nombre important de jeunes sans emploi (BAD, 2018). L'inadéquation des compétences est également une autre raison du chômage des jeunes, car les jeunes ne possèdent pas les compétences requises pour être employés.

En conséquence, les organisations et les établissements d'enseignement supérieur doivent adopter de nouvelles approches de l'apprentissage, en raison de l'évolution des compétences futures qui deviennent plus interdisciplinaires, les compétences non techniques essentielles étant le facteur essentiel. Certains chercheurs suggèrent en outre qu'à l'avenir, jusqu'à 47 % des emplois pourraient être automatisés, tandis que d'autres suggèrent un chiffre de seulement 9 % (Saadia Zahidi, 2018). Ainsi, considérant que le capital humain et les compétences sont complémentaires aux autres facteurs du processus de production, le gouvernement doit préparer les jeunes à une future intégration professionnelle, basée sur les compétences de l'avenir.

Il est donc impératif que les gouvernements africains, en partenariat avec le secteur privé, créent des opportunités pour les jeunes en développant les compétences

nécessaires pour survivre à l'ère numérique. En particulier, pour répondre aux exigences de compétences de la quatrième révolution industrielle, les gouvernements africains devront s'engager à revoir leurs politiques individuelles et collectives en matière d'emploi, de planification de la main-d'œuvre et d'éducation. Il est juste de conclure que, même si l'ère de la révolution numérique aura un impact positif sur la productivité et la prestation de services efficaces, ces gains ne peuvent être réalisés qu'avec une main-d'œuvre humaine hautement qualifiée. Cela suppose également l'acquisition de compétences pour l'avenir grâce à l'adoption de systèmes éducatifs appropriés et au renforcement constant des capacités des travailleurs.

IV.2. Cadres gouvernementaux et régulateurs pour la quatrième révolution industrielle

Il est essentiel d'établir un cadre réglementaire approprié en ce qui concerne la quatrième révolution industrielle, car il donne le ton, définit les paramètres et établit les règles régissant chaque secteur, économie ou industrie, en vue de réaliser le développement technologique et la fabrication de pointe. Ces cadres de réglementation et de gouvernance peuvent soit faciliter la croissance rapide de l'ère numérique, soit ralentir l'adaptation réussie des technologies émergentes dans la production. Par conséquent, étant donné qu'il existe une corrélation directe entre le cadre réglementaire et la capacité d'adaptation à l'évolution de l'environnement commercial et du processus de production, les secteurs privé et public peuvent en profiter pour fixer les règles applicables à l'ensemble de l'industrie. Par conséquent, afin de permettre une transition facile d'une révolution à l'autre, les dirigeants et les institutions gouvernementales doivent diriger le processus pour fournir l'infrastructure numérique appropriée et les réformes politiques nécessaires pour changer le climat des affaires.

Il est nécessaire de renforcer un partenariat public-privé (PPP) conjoint, pour comprendre l'évolution de la technologie et les possibilités qu'elle crée, ainsi que ses implications sur le fonctionnement des industries et des marchés. Grâce à un événement innovateur de collaboration, les deux secteurs peuvent cerner les défis et conceptualiser des idées, par le biais de cadres réglementaires pour les résoudre. De plus, dans un effort pour développer des solutions de pensée critique aux problèmes, les deux secteurs doivent s'engager avec les institutions d'enseignement supérieur. Ces établissements montreront la voie en établissant des possibilités de partenariat collaboratif avec les industries et les marchés, grâce auxquelles ils pourront cocréer des solutions aux problèmes et défis mondiaux.

En outre, les partenariats publics et privés devraient contribuer au développement d'infrastructures numériques matérielles et logicielles qui faciliteront le développement, l'utilisation et le partage des systèmes (produits et services) numériques. Il s'agit notamment des réseaux de télécommunications (réseaux à large bande fixes et sans fil), des réseaux terrestres à fibres optiques et à fibres sur lignes électriques, des câbles sous-marins, des communications par satellite, des communications mobiles, des IXP, des infrastructures postales et de la radiodiffusion numérique terrestre. Toutefois, ces partenaires doivent garder à l'esprit qu'une infrastructure abordable, accessible et fiable est le fondement de la réalisation d'une société de transformation numérique inclusive.

De nos jours, en ce monde numérique, les pays deviennent de plus en plus interconnectés et vulnérables à la cyber criminalité. Selon le Rapport 2018 de Africa Cybersecurity, la cyber criminalité a coûté aux économies africaine 3, 5 milliards de dollars EU en 2017. En 2018, les pertes annuelles causées par la cybercriminalité sont estimées à 649 millions de dollars EU au Nigeria, 210 millions de dollars EU au Kenya et 157 millions de dollars EU à l'Afrique du Sud. Cependant, on estime à 100.000 fonctionnaires de la cyber sécurité le déficit à combler par l'Afrique en 2020. Il s'avère fondamental de renforcer notre capacité humaine et institutionnelle pour se doter du cyberespace en renforçant la confiance dans l'utilisation des technologies cybernétique à mesure que davantage d'activités économiques et sociales occupent les espaces et les volumes d'information connectée des flux de données transfrontalières. En particulier, les données personnelles augmentent, ce qui rend cruciales les régulations en matière de protection des données. Contre cette toile de fond, le Conseil exécutif de janvier 2018, a approuvé la Déclaration sur la Gouvernance Internet et le développement de l'économie numérique. La Conférence de l'Union a alors adopté la Convention sur la cyber sécurité et la protection des données personnelles, pour recourir à une approche commune au niveau continental sur la sécurité du cyberspace. Il s'agira, entre autres, d'instituer des normes et des procédures pour définir un environnement numérique crédible pour le développement des communications électroniques et garantir le respect de la confidentialité en ligne.

Il est donc impératif que les États membres de l'Union africaine élaborent et adoptent des stratégies nationales de cyber sécurité, notamment un cadre juridique et réglementaire pour la protection des données et de la vie privée, des normes de cyber sécurité sur la gouvernance et la cybercriminalité, et une gouvernance nationale de la cyber sécurité dans le cadre d'une structure multipartite.

IV.3. Avenir de la productivité: Tirer profit de la quatrième révolution industrielle pour réaliser les objectifs de l'Agenda 2063

Selon Syverson (2010), la productivité se définit comme l'efficience avec laquelle les intrants sont transformés en extrants. Comme l'a souligné Leurent, De Boer and Diaz (2019), l'avènement de la quatrième révolution industrielle devrait créer environ 3, 7 mille milliards en valeur aux entreprises de fabrication sur la planète, suite à une période prolongée du secteur de la fabrication qui a connu la stagnation de la productivité. La numérisation de la fabrication conduira à un large éventail de transformations aux processus de fabrication, aux résultats attendus et aux modèles d'entreprises, ce qui aboutira aux avantages importants pour les utilisateurs. Il en résulte que les processus de production peuvent être décentralisés en temps réel, en mettant fin à la centralisation (Fraunhofer, 2014). De plus, la technologie a des potentiels incroyables à la transformation rapide des secteurs, pour accroître la productivité des systèmes tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et les déchets. Cela permet aux secteurs de saisir l'opportunité de contrôler et de gérer la surface et les ressources de la planète à une allure et à une échelle jamais égalées jusqu'ici. En outre, la technologie permet aux secteurs de collecter et d'exploiter d'énormes quantités de données et de faire des avancées technologiques dans les domaines des soins de santé, de l'agriculture, de l'énergie, de l'éducation et de la mobilité.

L'avènement de la quatrième révolution industrielle transforme le monde de la production dans chaque secteur, depuis la recherche et le développement à la conception, au comportement des consommateurs et aux cycles des utilisateurs finaux, ce qui permet un processus efficace et crée une nouvelle valeur pour l'industrie, la société et l'environnement. Les modèles industriels se transforment notamment les systèmes interconnectés en vertu desquels les entreprises créent de la valeur pour leurs clients, tout en captant de la valeur pour elles-mêmes.

A titre d'exemple, le calcul augmenté par l'intelligence artificielle peut aider les médecins à réduire les erreurs médicales, permettre aux paysans d'améliorer leurs rendements, aider les enseignants à s'approprier et à vulgariser l'éducation, et permettre aux chercheurs de mettre au point la génération de matériel pour les énergies propres. Néanmoins, les gouvernements et les entreprises doivent collaborer étroitement pour s'assurer que la technologie est activement gérée pour être en harmonie avec la stratégie du continent sur la transformation structurelle pour parvenir aux objectifs de l'Agenda 2063 et les ODD. Une récente étude menée par Microsoft et PwC UK (2019), à l'aide des applications de l'Intelligence artificielle actuelle en agriculture, en énergie, en transport et en eau pourrait de façon conservatrice stimuler le PIB mondial de 4% d'ici 2030, et dans le même temps réduire les émissions de gaz à effet de serre de 4%, contribuant ainsi à l'avancée des ODD.

Dans le secteur agricole, l'intelligence artificielle, la robotique et la biologie synthétique sont très prometteuses pour améliorer la productivité et la résistance des cultures afin d'optimiser la distribution des aliments. Des entreprises telles que NRGene utilisent l'apprentissage machine et le séquençage génétique pour identifier et séquencer des profils de gènes optimaux en fonction de la performance des cultures, tandis que Phytech optimise la production des cultures avec son application " Plant Internet of Things ", pour envoyer des informations et des avertissements aux téléphones intelligents des agriculteurs.

De même, pour le secteur de la santé, les progrès de la technologie, y compris la chaîne de blocs et la biotechnologie, peuvent faire progresser la médecine humaine ainsi que l'information sur les soins de santé et l'accès aux soins médicaux. Des progrès ont été réalisés dans les systèmes de l'Intelligence artificielle pour des diagnostics plus précoces et plus performants pour la détection des maladies, avec des dispositifs portables compatibles avec l'IA détectant les premiers signes de maladies.

Pour le secteur de l'énergie, près de 800 millions de personnes n'ont pas accès à une électricité fiable et abordable. Cependant, les matériaux avancés pour les panneaux solaires et la technologie des batteries (en particulier les batteries lithium-ion), ouvriront la voie aux mini-réseaux d'énergie renouvelable pour devenir la solution la moins chère pour connecter 290 millions de personnes à l'électricité (Microsoft et PwC UK, 2019), étant donné que les technologies émergentes ont un énorme potentiel pour accélérer l'électrification, en particulier dans les zones où il y a moins de réseaux électriques centralisés, y compris en Afrique.

En outre, l'utilisation de la technologie numérique peut transformer la performance du gouvernement et accroître l'efficacité, la transparence, la réactivité et la prestation de services. Bien que l'Afrique soit encore à la traîne par rapport à d'autres pays à

économie développée, des progrès ont été réalisés dans la numérisation de l'administration pour améliorer l'efficacité du gouvernement. Grâce à l'introduction du système d'administration électronique des Nations Unies, l'indice de développement est passé de 0,47 en 2014 à 0,54 en 2018. Des pays comme les Seychelles, le Kenya, l'Éthiopie, le Maroc, le Ghana, le Rwanda, Maurice, la Tunisie et l'Afrique du Sud ont obtenu un score supérieur à la moyenne mondiale de 0,56 % pour les services en ligne. L'adoption de ces technologies par un plus grand nombre de pays africains serait un bon pas dans la bonne direction.

En ce qui concerne la mobilisation des ressources, la faible capacité du gouvernement affecte la mobilisation des recettes et l'espace fiscal, ce qui entraîne une prestation inefficace des services publics aux citoyens. Contrairement à la période des OMD, pendant laquelle l'Aide publique au développement a fait l'objet d'une préoccupation majeure, un financement durable et prévisible est essentiel au succès de la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et de l'Agenda 2030. La mobilisation des recettes intérieures devrait contribuer à hauteur d'au moins 75 à 90 % au financement de l'Agenda 2063. Il est donc impératif de disposer d'un moyen efficace, fiable et équitable de collecter les impôts et les recettes. L'innovation technologique peut jouer un rôle important dans la collecte et l'administration des impôts et des recettes et améliorer la transparence fiscale et l'échange d'informations à des fins fiscales.

IV. Inclusion financière numérique

La dernière décennie a vu l'émergence de plateformes numériques à travers l'Afrique. Les services financiers mobiles (MFS) sont devenus une tendance très populaire à travers le continent africain avec l'émergence des téléphones mobiles pour accéder aux services financiers et exécuter des transactions financières telles que le M-Banking, les M-paiements et le M-money. En outre, l'émergence et le développement de solutions financières électroniques ont amélioré les systèmes de paiement en ligne dans les pays où les consommateurs n'ont pas nécessairement de cartes de débit/crédit ou de comptes bancaires. Cependant, un meilleur accès à toutes les couches de la population africaine, y compris les utilisateurs ruraux, les agriculteurs, les femmes et les jeunes, est nécessaire pour avoir un impact sur la croissance et le développement socioéconomique du continent. Les sociétés de technologie financière (Fintech) fournissent des solutions numériques au secteur des services financiers, avec des chaînes de blocs permettant des transactions numériques entre deux parties sans vérification d'une tierce partie, et facilitant le transfert de crypto-monnaies telles que les bitcoins. L'utilisation accrue des plateformes de médias sociaux pour promouvoir les produits dans les régions a permis d'améliorer et de promouvoir l'utilisation des systèmes de paiement en ligne. Toutes ces solutions de services financiers numériques contribuent à faciliter les transactions transfrontalières.

Une intégration régionale et continentale plus poussée devrait renforcer les synergies entre les gouvernements africains et le secteur privé, ainsi que la mise en place de mécanismes de collaboration pour accélérer l'adoption des technologies associées à la quatrième révolution industrielle. L'inclusion financière numérique sera un facteur essentiel pour faire en sorte que l'Afrique devienne vraiment le marché numérique unique que nous souhaitons.

Pour les jeunes entrepreneurs africains d'aujourd'hui, le caractère abordable et l'accessibilité aux services Internet sont essentiels, car ils pourront ainsi bénéficier des produits et services offerts par les Services financiers numériques (SFN). Toutefois, étant donné que les produits DFS dépendent de la connectivité Internet pour être opérationnels, les institutions financières doivent s'associer au secteur public pour élaborer le cadre réglementaire nécessaire qui rendra les services Internet accessibles à tous.

S'agissant de la monnaie numérique, la crypto monnaie est devenue populaire en 2017, car le grand battage qu'elle a suscité a entraîné une augmentation de la demande. Cependant, la monnaie numérique est très volatile car sa valeur peut changer d'heure en heure. De plus, il y a des défis à relever en ce qui concerne la taxation à la source. Tous ces facteurs, combinés à d'autres préoccupations, ont entraîné une forte baisse de confiance dans les monnaies numériques un an plus tard, ce qui a fait fuir les investisseurs. Néanmoins, cela a transformé de nombreux négociants amateurs en négociants chevronnés.

Bien que cette technologie soit encore à ses débuts, elle a apporté un dynamisme nouveau et unique à l'économie mondiale, tout en donnant un aperçu de ce à quoi ressemblerait le commerce futur de la monnaie numérique. C'est pour cette raison que Facebook a décidé de prendre de l'avance en introduisant la Libra Coin. Il s'agit d'une monnaie cryptographique développée sur la base de la technologie de la chaîne de blocs pour permettre aux gens d'envoyer, de recevoir, de dépenser et de sécuriser leur argent au quotidien.

Cependant, les dirigeants mondiaux et les institutions financières ont exprimé leurs préoccupations quant à la possibilité que la Libra devienne une monnaie souveraine, ainsi qu'un substitut aux monnaies traditionnelles. Selon Danyal Bayaz (2017), un politicien financier " vert " d'Allemagne, l'introduction de la Libra a accru la pression sur l'Union européenne pour qu'elle développe son propre système monétaire sans numéraire, car son introduction est, selon lui, une attaque contre le monopole de la politique. Par conséquent, la question demeure de savoir " qui aura le privilège de créer de l'argent à l'avenir ", donc, est-ce que ce sera l'État, qui a le pouvoir d'exercer un contrôle juridique exclusif sur sa monnaie, les banques ou les entreprises numériques comme Facebook ?

En conclusion, la quatrième révolution industrielle a introduit un nouveau chapitre dans le développement humain, qui a changé le monde dans lequel nous vivons et, par conséquent, a eu un impact sur les opérations des entreprises, des économies et des industries dans leur ensemble. Plus important encore, l'ère numérique doit être comprise comme étant plus qu'un simple changement technologique, mais comme une opportunité pour les décideurs, les dirigeants et les nations, d'utiliser les technologies convergentes pour créer un avenir plus inclusif et centré sur l'homme pour tous.

V. Résultats attendus

Le quatrième Comité technique spécialisé sur les finances, les affaires monétaires, la planification économique et l'intégration devrait délibérer sur les points inscrits à l'ordre du jour et proposer des recommandations pour approbation par la Conférence des

chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union. Les hauts fonctionnaires feront des propositions pour examen et délibération par la session ministérielle. Le CTS devrait fournir les actions et mesures politiques concrètes requises, afin de tirer parti de la quatrième révolution industrielle pour lutter contre le chômage des jeunes sur le continent.

Les résultats spécifiques attendus sont comme suit :

- (i) Les opportunités, les risques et les défis de la quatrième révolution industrielle selon les décideurs sont reconnus;
- (ii) Le cadre des opportunités d'emplois futures pour l'Afrique est disponible;
- (iii) Les technologies d'avant-garde qui peuvent être exploitées pour créer des possibilités d'emploi pour les jeunes d'Afrique sont identifiées ;
- (iv) Les cadres politiques et réglementaires et les besoins en infrastructures essentiels pour stimuler la croissance de la quatrième révolution industrielle dans le contexte des besoins de développement de notre continent sont identifiés ; et
- (v) Les rôles du secteur privé dans la conduite de la quatrième révolution industrielle sur le continent sont soulignés.

VI. Structure de la conférence

La réunion sera divisée en trois (3) sections: (1) la réunion des experts; (2) les événements parallèles, et (3) la session ministérielle.

a) Participation

Les participants à la conférence seront issus des ministères des finances, de la planification économique et de l'intégration et des banques centrales des États membres de l'UA. Les autres participants seront des experts et des hauts fonctionnaires des organes de l'Union africaine et des institutions et agences spécialisées, des Communautés économiques régionales, de la Fondation africaine pour le renforcement des capacités, de la Banque africaine de développement, de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, du Centre de développement de l'OCDE, des agences des Nations Unies, du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale, d'autres institutions internationales et régionales, d'autres partenaires, des organisations de la société civile et des organisations non gouvernementales.

b) Langues de travail

Les langues de travail de la réunion seront l'arabe, l'anglais, le français et le portugais.

c) Documentation

La Commission enverra les documents (projet d'ordre du jour, projet de programme de travail, documents de référence pertinents) aux participants par courrier électronique, dès que ces derniers auront confirmé leur participation. Les documents seront également mis à disposition sur le site web de l'UA. Une note d'information distincte destinée aux participants sera envoyée à tous les participants confirmés.

d) Information sur les contacts

Pour de plus amples renseignements, prière de contacter:

Département des affaires économiques

Commission de l'Union africaine

P.O. Box 3243

Addis-Abeba (Ethiopie)

Tel: +251-11-5182658

Tel: +251-11-5182651

Fax: +251-11-551 8718

Email: KokobeG@africa-union.org

YamrotD@africa-union.org

KofiE@africa-union.org

KaneD@africa-union.org

Références

AUC (2019), *Draft Digital Transformation Strategy for Africa South African Cultural*

Axxsys (2018), *The Fourth Industrial Revolution: Impact on Financial Services*, Axxsys Consulting

Forbes (2019), *Why FinTech should embrace the Fourth Industrial Revolution*, Forbes

Investment Bank (2019), *FinTech and the 4th Industrial Revolution*, Investment Bank,

Jacobus H Oosthuizen (2016), *An Assessment of 4IR-Intelligence of South African Management Practitioners Through the Lens of the Fourth Industrial Revolution*

Kearney, A.T. (2018), 'World Economic Forum: Readiness for the Future of Production Report 2018', pp. 5-9,

Observatory (2018), *Policy Implications of the 4th Industrial Revolution for the Cultural and Creative, Measuring and Valuing South Africa's Cultural and Creativity Economy*

Singapore Economic Development Board (2018), *The Singapore Smart Industry Readiness Index: Catalyzing the transformation of manufacturing*

South African Cultural Observatory (2018), *Policy Implications of the 4th Industrial Revolution for the Cultural and Creative, Measuring and Valuing South Africa's Cultural and Creativity Economy*

StrategicAlliance (2019), *A New Africa-EU Digital Economy Partnership: Accelerating the Achievement of the Sustainable Development Goals*

World Bank (2019), *World Development Report: The Future of Work, A World Bank Group Flagship Report*

World Economic Forum (2019), *Fourth Industrial Revolution*, World Economic Forum, viewed 23 September 2019,